Initiatives ministérielles

faire affaire avec lui, avec les États-Unis. Ils s'attendent à ce que nous soyons un chef de file. Ils nous disent que jusqu'à présent, nous n'avons pas joué ce rôle autant que nous l'aurions pu.

J'ai parlé de maintien de la paix. C'est un secteur très important dans lequel nous jouissons d'une très bonne réputation. Il est important, ici, de remercier ces ambassadeurs formidables que sont nos Casques bleus. Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus. De même, nous devons reconnaître que nous avons besoin de critères pour savoir où nous devons aller et ce que nous devons faire, en ce qui a trait au maintien de la paix. Nous ne pouvons pas être partout. C'est pourquoi nous devons nous doter de critères.

La guerre froide est finie, mais des dangers encore plus grands pèsent sur notre sécurité. Bien sûr, il y a les problèmes de santé, comme le sida et autres, qui menacent notre sécurité.

Il y a également les problèmes environnementaux. Certains pays, dont la Chine, se proposent de construire des centrales thermiques au charbon qui pourraient avoir des effets dévastateurs sur l'environnement dans le monde entier. Il faut que nous prenions les devants dans ce domaine et que nous donnions l'exemple aux autres pays.

L'immigration, les déplacements de population et les réfugiés sont également des problèmes auxquels nous devons faire face.

Sur le plan des échanges commerciaux, nous avons également des inquiétudes. En effet, 80 p. 100 de nos échanges se font avec les États-Unis. Nous devons diversifier. Malheureusement, trop de Canadiens préfèrent faire affaire avec les Américains parce qu'ils parlent la même langue que nous, ils nous comprennent et c'est beaucoup plus facile ainsi. Mais lorsque les choses se gâtent, les sociétés se mettent à chercher des partenaires commerciaux outre-mer, et dès que les choses s'arrangent aux États-Unis, elles laissent tomber ces contacts et reprennent le chemin des U.S.A. Il faut que nous les encourageons à modifier leur attitude.

Depuis un an et demi, j'ai eu l'occasion de rencontrer un tas de gens différents. Je me souviens, en particulier, d'un groupe de députés du Koweït que j'ai rencontrés avec certains de mes collègues. Ils voulaient savoir comment il se faisait que le Canada n'avait pas obtenu plus de contrats. Il est pourtant vrai que nous sommes allés porter main-forte au Koweït, que nous avons fait notre part, mais en retour nous n'avons pas obtenu de contrats quand il s'est agi de reconstruire le pays. Pourquoi? Parce que nous ne sommes pas suffisamment dynamiques. Nous sommes trop passifs. Trop effacés. Nous ne nous imposons pas avec la fermeté qu'il faudrait.

J'ai rencontré l'ambassadeur du Chili et il m'a posé à peu près la même question. «Pourquoi n'êtes-vous pas plus dynamiques? Plus actifs?»

Cet été, je suis allé à Londres, en Suède et à Paris. Partout, j'ai demandé comment nous devions nous y prendre pour faire plus d'affaires, ce que nous devrions faire de plus. On m'a répondu que nous devions être plus dynamiques. C'est là le message que le monde nous adresse, dont nous devons être porteurs en tant que députés et que les Affaires étrangères doivent, bien sûr, transmettre.

• (1605)

Les affaires étrangères sont importantes pour les Canadiens. Elles représentent aujourd'hui quelques millions d'emplois dans

notre pays. Elles représentent 30 p. 100 de notre PIB. Il est donc normal que nous parlions de leur importance. Nous ne devrions pas avoir de mal à convaincre qui que ce soit.

Les nouveaux arrangements pris afin de remplacer le GATT, la création de l'Organisation mondiale du commerce, vont grandement nous aider à commercialiser nos produits. Je pense vraiment que cela va nous permettre d'avancer.

L'extension de l'ALENA est évidemment importante. Le gouvernement devrait grandement l'encourager. Cela devrait faire partie de la politique étrangère et nous devrions insister davantage là-dessus.

Nous ne pouvons sous-estimer l'importance des Américains, et je n'ai pas l'intention de le faire. C'est en bonne partie grâce à eux que nous sommes devenus le septième pays commerçant du monde, alors que nous ne sommes que le 31^e au chapitre de la population. Les Canadiens font tout ce qu'ils peuvent pour diversifier leurs relations commerciales, mais nous devons continuer à accorder autant d'importance à notre relation avec les États-Unis. Nous considérons par conséquent les questions commerciales comme une facette majeure des affaires étrangères.

Dans les ambassades que j'ai visitées, j'ai constaté qu'on accorde de plus en plus d'importance à l'aspect commercial des relations avec ces différentes parties du monde. Nous devons encourager et maintenir cette tendance. Nous devons aussi être prudents. En France, on m'a fait remarquer un fait intéressant. Nos relations commerciales avec la France représentent environ 6 milliards de dollars, soit à peu près la même chose qu'avec la Corée. Cependant, 60 p. 100 de nos échanges commerciaux avec la France sont dans le domaine des instruments hautement perfectionnés. Avec la Corée, ce sont des matières premières, dans une proportion de 95 p. 100.

Avant de modifier l'orientation de nos affaires étrangères et de nous débarrasser de nos liens avec l'Europe pour nous précipiter vers les nouveaux marchés d'Amérique du Sud et de l'Orient, nous devons examiner soigneusement quels types d'échanges sont en cause. Tôt ou tard, nous épuiserons nos matières premières. En outre, ce n'est certes pas ce secteur qui crée le plus d'emplois. Ce n'est pas celui que nous devrions favoriser. Le commerce est certainement un aspect important de nos affaires étrangères et les Canadiens s'attendent à ce qu'il en soit ainsi.

Nous avons mentionné d'autres questions dont nous voulons discuter brièvement, notamment la réforme de l'ONU. Cette organisation a 50 ans aujourd'hui. Le document que nous avons reçu hier est décevant, parce que nous disons être en faveur d'une réforme de l'ONU, mais ce document ne présente aucune perspective d'avenir quant aux changements que nous préconisons.

Qu'entendons-nous par là? Qu'allons-nous faire? Comment allons-nous faire pour jouer un rôle de chef de file dans la transformation de l'ONU? Nous pouvons faire beaucoup de suggestions quant au genre de changements que nous souhaitons, mais le ministère des Affaires étrangères et les autres tiennent tous le même langage. Il faut considérer l'efficacité et la responsabilité financière.

Nous avons entendu des histoires épouvantables. Nous avons tous entendu le major-général MacKenzie raconter qu'un vendredi après-midi il avait téléphoné à l'ONU. «Nos troupes sont bloquées sous le feu des belligérants, que devons-nous faire?». La réponse: «Rappelez lundi.» Après cela, il y a eu une réforme du système. On a installé un télécopieur, de sorte qu'ensuite il